

Claudiu Crăciun

Souveraineté Européenne

Commentaire sur les résultats
du sondage mené en Roumanie

EUROPA

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

LA SOUVERAINETÉ EN PÉRIPHÉRIE DE L'EUROPE : UNE FRAGILITÉ DE LONGUE DATE

Ce qui interpelle immédiatement lorsque l'on étudie le point de vue des Roumains mis en lumière par l'enquête des fondations Friedrich-Ebert et Jean-Jaurès, c'est une multitude d'idées et de prises de position ambivalentes et partagées (si ce n'est contradictoires) en matière de souveraineté. Les Roumains semblent avoir une vision positive de la souveraineté européenne, tout en ayant tendance à la mettre en opposition avec la souveraineté nationale. Comment cela s'explique-t-il ? Peut-être en partie par l'évolution historique de la Roumanie et, plus largement, de la région. En Europe centrale et orientale, l'indépendance et la souveraineté réelle s'inscrivent au cœur de l'histoire politique. À l'instar d'autres pays de la région, la quête de la Roumanie pour une souveraineté réelle au cours des dix-neuvième et vingtième siècles est source de profondes aspirations positives, mais également de fragilité.

La lutte pour l'instauration et la préservation de son statut d'État, qui a débuté pendant le Moyen Âge, a été utilisée comme principe fédérateur, d'abord par les dynasties et les grands propriétaires terriens, puis par les élites bourgeoises libérales et modernistes. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Roumanie (et la région) constituaient une zone d'expansion, de pouvoir et d'extraction pour les Empires ottoman, russe tsariste et austro hongrois. La Roumanie a eu bien du mal à s'adapter aux variations géopolitiques, en essayant

d'affirmer sa souveraineté alors même que l'État et la nation étaient encore en construction.

Les forces prenant le pouvoir et le contrôle de la région ont été accueillies avec résistance, mais également avec un certain esprit collaboratif. Le pouvoir impérial et le contrôle n'ont jamais réussi à s'imposer uniquement par la contrainte. La Russie tsariste se présentait comme protectrice du christianisme face aux Ottomans et a engagé des réformes de modernisation, dont la proto-Constitution roumaine adoptée en 1831–1832 sous l'occupation. L'Empire austro-hongrois, puis plus tard l'Allemagne, ont apporté des marchés, des technologies et des investissements. L'ambivalence de l'influence impériale a modelé la mémoire politique des Roumains et a engendré des réactions relativement contradictoires : quelle que soit la période, des membres de la société et de l'élite roumaines sont en faveur de l'alliance et de la coopération avec les grandes puissances, tandis que d'autres y sont farouchement opposés.

La Première Guerre mondiale a fait voler en éclats les grands empires multinationaux. La Roumanie, comme d'autres pays de la région, a obtenu son indépendance, mais le chemin fut semé d'embûches : conflits territoriaux avec ses voisins, proximité avec des pays avides de pouvoir et empreints d'idéologies, et fondations économiques et administratives fragiles pour soutenir l'indépendance. Avant la Seconde Guerre mondiale, pratiquement tous les pays de la région ont vu leur régime parlementaire balayé par diverses dictatures royales, militaires et fascistes. La Roumanie a connu les trois en très peu

de temps, d'abord avec le roi Charles II qui détenait, à peu de chose près, les pleins pouvoirs exécutifs, puis avec un régime militaire fasciste allié à l'Allemagne nazie. La période de la guerre froide n'a pas rebattu les cartes : la plupart des pays se sont vu contraints de changer brusquement de régime, tandis que les autres étaient occupés par les troupes soviétiques, comme ce fut le cas de la Roumanie. Il va donc de soi que les questions de souveraineté et d'indépendance demeurent capitales dans l'histoire contemporaine.

Ces questions d'indépendance et de souveraineté réelle ont d'ailleurs un lien avec l'essor du capitalisme et le développement industriel. La Roumanie a tardé à intégrer les marchés capitalistes européens et mondiaux. Pendant longtemps, elle a préféré conserver une économie principalement rurale, résolument féodale, en vertu de laquelle les grands propriétaires terriens assujettissaient de vastes populations de paysans et les contraignaient au travail quasi-forcé. L'apparition d'une économie mixte agricole/industrielle a généré plusieurs dilemmes : que produire, exporter et importer, et comment bâtir une économie capable de financer le développement du pays ? Les grands propriétaires terriens souhaitaient conserver une économie agricole exportatrice, gravitant autour de grands domaines. La bourgeoisie était prête à se jeter corps et âme dans le capitalisme financier et industriel, avec quelques investissements étrangers, mais surtout pour développer un secteur productif national se substituant aux importations. Tout cela a bien entendu une incidence sur la manière dont les Roumains définissent la souveraineté et l'indépendance.

La Seconde Guerre mondiale a eu des conséquences extrêmement dévastatrices pour la région : l'ensemble des pays ont connu des pertes humaines et des destructions considérables. Le système économique et politique socialiste imposé par l'Union soviétique après la guerre a soumis la région à un processus d'industrialisation rapide et intensif. Le fonctionnement de l'économie socialiste planifiée dépendait en partie de l'existence d'un espace économique géré par l'Union soviétique. La Roumanie a toutefois refusé d'endosser le rôle principalement agricole qui lui avait été attribué et a maintenu des relations économiques en dehors du camp socialiste.

La construction et le développement capitaliste tardifs du pays, associés à des changements de régime imposés par des nations étrangères, ont modelé la mémoire collective, l'opinion publique et les choix stratégiques de la Roumanie. Étant donné la taille de son territoire, de sa population et de son économie, ainsi que l'influence persistante de puissants États expansionnistes, la souveraineté de la Roumanie dans la périphérie centrale et orientale était conditionnelle, relative et fragile. En son sein, elle était portée par des institutions nationales généralement inefficaces et parfois brutales. L'ambivalence tient également son origine dans les expériences historiques de la région, avec une modernisation systématiquement engagée et accompagnée par des nations étrangères, et la coexistence de l'intégration et d'une farouche opposition nationaliste.

LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE N'EST PAS SANS RISQUE

Les réponses des Roumains interrogés aux questions relatives à la souveraineté européenne reflètent l'histoire tourmentée du pays. Globalement, les Roumains sont favorables au renforcement de la souveraineté nationale et européenne, mais des tensions structurelles persistent.

Tout d'abord, les personnes interrogées sont davantage favorables à la souveraineté nationale qu'européenne ; en effet, une grande partie de la population considère que la souveraineté tient plus à l'État-nation qu'à une communauté européenne des nations. Les réponses sont cohérentes avec les discours dominants à propos de la souveraineté restreinte de la Roumanie au cours de son histoire. Elles révèlent également une certaine réticence à envisager la souveraineté au-delà de l'État-nation. À cet égard, l'usage du terme « souveraineté » est risqué dans le cas de la Roumanie, car il induit un soutien massif pour la souveraineté nationale. C'est pour cette raison que l'élaboration du programme politique autour du concept de souveraineté européenne pourrait s'avérer être un piège sémantique, car c'est un concept qui a des connotations et significations très différentes d'un pays européen à l'autre.

Ensuite, concernant la signification réelle du terme « souveraineté », la majorité des Roumains interrogés (66 %) considèrent que cela consiste globalement à « vivre en harmonie avec ses valeurs et ses choix » plutôt qu'à « coopérer de manière librement convenue avec ses partenaires » (29 %), comme c'est le cas pour d'autres pays à l'étude. Cette perception est probablement le fruit des expériences historiques avec le régime communiste, communément présenté comme une imposition étrangère. Elle pourrait aussi traduire une récente attitude plus réservée vis-à-vis des modèles culturels issus de l'Occident, perçus comme portant atteinte aux valeurs spirituelles et religieuses traditionnelles. Cette distinction claire est particulièrement tangible chez les personnes qui se disent d'extrême droite, pour lesquelles le terme « souveraineté » est plus souvent associé au terme « nationalisme » que pour le reste de la population roumaine. Dans le discours nationaliste et conservateur de plus en plus affirmé, les valeurs européennes ne sont pas considérées comme identiques aux valeurs roumaines.

Pour l'heure, les voix progressistes pro-européennes de la société roumaine se font davantage entendre et la confiance envers l'UE est relativement forte, en tout cas bien plus forte que dans d'autres pays. Toutefois, l'enthousiasme vis-à-vis d'une intégration européenne approfondie semble s'être essouffé. Cela peut peser dans le vaste débat sur les valeurs européennes et les principes fondateurs, mais également sur la configuration future de l'architecture politique de l'UE, car les forces remettant en question la répartition des compétences en faveur de l'UE pourraient gagner du terrain en Roumanie.

L'APPARTENANCE À L'UE RESTE CONSIDÉRÉE COMME UTILE

Lorsqu'il a été demandé aux Roumains interrogés ce qui pourrait accroître la souveraineté européenne, une grande partie a

mentionné la dimension économique (économie prospère), ce qui correspond à la manière dont sont principalement présentées l'Europe et Bruxelles dans les débats nationaux. Une fois encore, cela fait écho aux expériences historiques de sous-développement et de modernisation économique partielle évoquées plus haut, mais cela traduit également une vision de l'appartenance à l'UE comme étant particulièrement nécessaire, ce qui explique largement l'enthousiasme pro-européen de la Roumanie. Le développement économique et le rattrapage de l'Occident font, depuis longtemps, partie intégrante de la mémoire collective. Par ailleurs, l'opinion publique roumaine reconnaît la précarité du système économique depuis 1989, marqué par un fort taux de pauvreté, de grandes inégalités et une migration massive. Cette opinion est confirmée par les résultats de l'enquête Ipsos, qui évoquent une production accrue dans des domaines stratégiques comme l'agroalimentaire et la santé, ce qui laisse entendre que les Roumains privilégieraient une voie de développement plutôt qu'un surcroît de souveraineté.

Ces signaux envoyés par un nouveau membre comme la Roumanie alimentent les priorités politiques générales de l'UE. En mars 2020, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie industrielle plus proactive, qui consiste à former des alliances industrielles internes et à surveiller les dépendances stratégiques. Cette stratégie, dont la vision sous-jacente est reprise dans d'autres instruments politiques comme la Facilité pour la reprise et la résilience, a suscité un vif débat en Roumanie. La vision en question a pour but de projeter l'économie européenne dans le futur en menant la double transition vers une économie à la fois verte et numérique. Elle ne tient cependant pas compte du fait que de nombreux pays d'Europe rencontrent encore des problèmes élémentaires de sous-développement et que leur possibilité de fortement avancer dans les domaines économique et technologique est sapée par des infrastructures insuffisantes, une performance éducative en déclin, une migration importante et une faible capacité institutionnelle. À cet égard, la Roumanie et d'autres pays d'Europe centrale et orientale nécessiteraient une orientation industrielle plus simple, qui tienne compte de leur situation et de leur modèle économique.

De la même manière, lorsque l'on considère le nouveau Plan de la Commission sur le socle européen des droits sociaux au regard des piètres conditions socio-économiques en Roumanie, ce plan semble manquer d'ambition et accuser un certain retard. Les structures de base du système de protection sociale post-socialiste ont d'ores et déjà été détruites, laissant des millions de personnes à la merci de la pauvreté et de l'exclusion sociale, mal payées et candidates malgré elles à la migration. À titre d'exemple, en 2019 en Roumanie, un emploi sur trois était rémunéré au niveau minimum, soit environ 280 euros nets par mois.¹ Bien que cette idée soit farouchement combattue par les organisations patronales, les partis néolibéraux et les médias, la population roumaine serait prête à lut-

ter pour parvenir à une Europe juste sur le plan social, dans le cadre d'une approche européenne mieux coordonnée. D'où l'importance du récent appel lancé par le Conseil européen lors du Sommet social de Porto. C'est là que les Roumains montrent davantage de confiance dans les structures européennes que dans leurs institutions nationales : ils considèrent en effet que l'UE peut et doit agir là où les élites nationales ont échoué, et être un moteur des réformes sociales. Une dimension socio-économique plus marquée, associée à des propositions concrètes adaptées aux caractéristiques d'un pays comme la Roumanie, permettrait probablement de populariser l'idée d'une souveraineté européenne plus forte. Tous les signes vont d'ores et déjà dans ce sens.

LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ SONT UNE PRIORITÉ ABSOLUE

Lorsqu'on leur demande quel est le principal obstacle à la souveraineté européenne, 36 % des Roumains évoquent la « pression exercée par plusieurs pays étrangers qui n'ont pas intérêt à ce que l'Europe soit plus forte ». Au vu de la longue période de soumission à l'Union soviétique, il est très probable que les personnes interrogées pensent avant tout au rôle de la Russie dans la région. Cela rejoint d'ailleurs ce qui se dit dans les débats publics.

L'annexion de la Crimée et le morcellement de facto de l'Ukraine n'ont fait qu'exacerber le sentiment de méfiance et d'insécurité qui, pour la Roumanie, s'est ajouté à la prétendue ingérence de la Russie dans la province dissidente de la Transnistrie chez sa voisine la République de Moldavie. La présence menaçante de la Russie dans la région est la raison pour laquelle la Roumanie a souhaité adhérer à l'OTAN très rapidement lors de la transition post-communiste. C'est pour cette même raison que la Roumanie attache une importance cruciale à sa relation privilégiée avec les États-Unis. Si la souveraineté européenne et/ou l'autonomie stratégique supposaient de s'affranchir de l'égide des États-Unis, les citoyens et dirigeants roumains se trouveraient face à un choix cornélien. Toute proposition en ce sens rencontrerait une farouche opposition à Bucarest.

Autre sujet de discord, les récentes initiatives visant à renforcer le secteur de la défense européenne, notamment via la recherche et une infrastructure de développement, domaine dans lequel la Roumanie détient un intérêt particulier. Dans la mesure où ces initiatives ne sont pas perçues comme une reproduction de la planification de l'OTAN ni comme une source de concurrence (et de tensions) supplémentaires et inutiles avec les sociétés de défense américaines, la Roumanie soutient une approche européenne commune permettant de renforcer les capacités collectives en matière de défense et d'accroître la crédibilité de l'Europe en matière de dissuasion. Toutefois, Bucarest demeure sceptique quant à la possibilité d'aligner des intérêts économiques concurrents dans le secteur de la défense européenne, en particulier ceux de plus grands pays comme la France et l'Allemagne.

L'appartenance du pays à l'OTAN est considérée non seulement comme une garantie de sécurité et d'ancrage géopoliti-

¹ Guga, Stefan : Salariul minim si traiul decent. De la mituri la oportunități (Le salaire minimum et les conditions minimales de vie décente : du mythe aux opportunités), Friedrich-Ebert-Stiftung România, București, avril 2021. Disponible à l'adresse : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/bukarest/17786.pdf>

tique, mais également comme une reconnaissance des efforts consentis par la Roumanie pour s'intégrer au monde occidental et une « médaille d'honneur » pour sa contribution à la stabilité régionale. Pendant de nombreuses années, les responsables de la politique étrangère ont tenté de réorienter les débats liés à la sécurité européenne sur la situation dans la région de la mer Noire. Les initiatives actuelles de Bucarest en matière de politique étrangère visent à positionner la Roumanie comme acteur majeur de l'intervention de l'OTAN (et, dans une moindre mesure, de l'UE) dans cette région. Il convient d'ailleurs d'accorder à cette dernière davantage de considération, non seulement en raison de la position agressive de la Russie, mais également car elle relie les côtes d'Europe orientale à d'autres régions d'importance stratégique capitale pour la sécurité et l'économie européennes, telles que la Méditerranée orientale, le Caucase et le Grand Moyen-Orient. Ces aspects jouent un rôle fondamental dans la manière dont la Roumanie se positionne vis-à-vis des relations extérieures de l'UE avec des pays tiers, comme la Turquie, avec laquelle elle pourrait préférer traiter de manière bilatérale ou en s'appuyant sur sa forte relation avec l'OTAN plutôt que par l'intermédiaire des institutions européennes.

CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE (ET DE LA « VIE D'APRÈS »)

Il est difficile d'évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la vision de la souveraineté en l'absence d'étude longitudinale. Il va toutefois sans dire qu'il s'agit d'un facteur incident majeur pour la société roumaine.

Tout d'abord, étant donné que de nombreux Roumains travaillent dans d'autres pays européens, ils ont été directement concernés par les premières mesures prises en raison de la propagation rapide de l'épidémie. Les gouvernements européens ont imposé des restrictions en termes de mobilité et de déplacement, ainsi que, pour beaucoup, des confinements sous diverses formes. La mobilité au sein de l'UE, auparavant considérée comme acquise, s'est avérée difficile, voire impossible. Paradoxalement, du fait de la pandémie, les États ont repris leur souveraineté, en définissant des frontières strictes et en limitant la circulation. Au début de la pandémie, les pays européens semblaient devoir se protéger les uns des autres.

Ensuite, la crise a engendré, dans le monde et sur le continent, une course effrénée aux traitements, aux matériels et dispositifs médicaux, ainsi qu'aux vaccins. La réponse européenne a, dans un premier temps, été individualiste et désordonnée. Une fois passé le choc initial, les institutions européennes ont répondu présentes en apportant un soutien logistique et financier d'urgence. Cette action coordonnée à l'échelle européenne a été grandement saluée par la Roumanie, car les autorités nationales semblaient particulièrement mal préparées pour faire face à la crise. Puis, lorsque la coopération a été renforcée par la création de la Facilité pour la reprise et la résilience, dont l'objectif est d'aider les États membres à limiter les conséquences socio-économiques de la pandémie, la nouvelle a été accueillie par Bucarest avec un profond soulagement et une grande reconnaissance. Par la suite, la coordination européenne a veillé à s'assurer que la Roumanie, tout

comme les autres États membres, avait accès à suffisamment de doses des vaccins existants.

La réponse nationale de la Roumanie à la pandémie s'est fait attendre pour des raisons politiques, le parti au pouvoir ayant tenté d'organiser des élections anticipées. La gravité de la situation s'est confirmée lorsque l'Italie et l'Espagne (deux pays accueillant de nombreux membres de la diaspora roumaine) ont sombré dans la crise et se sont confinées. D'immenses files se sont formées aux frontières, car des centaines de milliers de Roumains souhaitaient rentrer chez eux. La réaction du secteur médical a été efficace, mais très vite, les conséquences des coupes budgétaires néolibérales réalisées au cours des dernières décennies se sont fait sentir. Le pays a été confronté à une forte pénurie de personnel en raison d'une rémunération insuffisante et d'une migration massive, sans compter que les hôpitaux n'étaient absolument pas préparés à gérer une pandémie. Le confinement imposé au début de l'année 2020 afin d'éviter de saturer les infrastructures médicales a eu des conséquences à la fois dévastatrices et très inégales. Une grande partie de la population a été abandonnée, sans qu'aucune aide ne lui soit apportée. L'aide de l'UE a été bienvenue, quoique insuffisante face à de telles failles systémiques. Dans ce contexte, les nouvelles forces populistes de droite ont tenté de tirer parti de la crise et sont même parvenues à entrer au parlement suite aux élections de décembre 2020. Cela ne s'était pas produit depuis que le Parti de la Grande Roumanie (d'extrême droite) avait échoué aux portes du parlement en 2008.

Les efforts et la coordination à l'échelle européenne ont jusqu'à présent aidé le pays à traverser la crise, mais de nombreuses voix roumaines s'élèvent afin de savoir pourquoi la Roumanie, comme d'autres pays européens et y compris les institutions européennes, étaient à ce point mal préparés. Le grand public se demande pourquoi le secteur de la santé publique subit une pression constante pour réduire les coûts et la couverture. Pourquoi l'Europe a-t-elle perdu sa capacité industrielle à fabriquer du matériel médical ? Pourquoi le développement et la production de vaccins sont-ils des activités privées à but lucratif, et non une initiative publique ? Toutes ces questions sont directement liées aux rouages de la souveraineté, aussi bien nationale qu'européenne. Les Roumains interrogés ont davantage mentionné cet aspect que les autres. Lorsqu'il leur a été demandé d'identifier les composantes de la souveraineté européenne, 75 % ont cité la « sauvegarde de la production européenne dans des domaines stratégiques comme l'agroalimentaire et la santé » (contre 65 % en moyenne).

PLUS DE PLACE POUR LES RÉPONSES PROGRESSISTES

Les réponses font écho aux revendications générales (qui, dans le cas de la Roumanie, émanent davantage de la société civile que des partis politiques) prônant un retour en force de l'« État » et du « public » après que la pandémie a mis en lumière les failles systémiques découlant de l'austérité sociale, de la privatisation des services publics et du dumping social dans le cadre de la mondialisation. Cela pourrait également venir alimenter les discours progressistes et de gauche en Europe qui, jusqu'à présent sans succès, défendent l'État provi-

dence et la fonction publique contre les violentes attaques des élites néolibérales et du monde des affaires. Toutefois, en l'absence de mobilisation politique et de victoire électorale, la pandémie servira une fois encore les intérêts des élites prédatrices, et non ceux des citoyens méritants. Cette perspective a un retentissement particulier en Roumanie et, plus largement, dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Après des décennies de restructuration économique brutale et d'expérimentation néolibérale, la pandémie est l'occasion de faire le point et, éventuellement, de changer de trajectoire. Mais ce n'est qu'un des scénarios possibles. Les forces sociales-démocrates doivent d'abord s'auto-convaincre de revenir sur la destruction des systèmes de santé et de protection sociale, et de nouveaux groupes et organisations doivent faire entendre leur voix et rallier des électeurs à leur cause.

CONCLUSION

L'opinion publique roumaine est globalement enthousiaste à l'égard de l'Europe et de la souveraineté, même si, à ce jour, le terme « souveraineté européenne » est absent du débat public. Ce qui est plus difficile à déterminer, c'est si les Roumains souhaiteraient réellement une UE plus forte et plus indépendante. L'une des principales raisons est qu'il faudrait parvenir à démêler le canevas géopolitique qu'est « l'Occident », dans le cadre duquel l'appartenance à la fois à l'OTAN et à l'UE se chevauchent. C'est d'ailleurs l'un des défis majeurs en Roumanie et dans la région : définir une souveraineté européenne en marge de l'OTAN dirigée par les États-Unis.

Cela étant dit, le soutien en faveur de la souveraineté nationale est particulièrement fort. Il tire ses origines de trauma-

tismes et discours qui pourraient sérieusement remettre en question l'adhésion au projet européen. Plus précisément, la vision de la souveraineté est dominée par des craintes économiques et sécuritaires, qui sont à la fois sources de compromis et de tensions entre le besoin de protection et le mécontentement lié à la subordination apparente de la Roumanie.

Comment résoudre le dilemme entre plus de souveraineté nationale et plus de souveraineté européenne ? Tout d'abord, le terme « autonomie stratégique » semble plus approprié, car il suscite une vision positive pour davantage de Roumains interrogés (+4 %) que le terme « souveraineté européenne ». Cela suppose que la souveraineté soit l'apanage des États (nations) membres. Une autre stratégie pourrait consister à conserver les deux termes, mais à les présenter comme complémentaires et même interdépendants. À titre d'exemple, il est possible d'associer la prospérité économique nationale à la souveraineté européenne, de même que le prétendu manque d'influence de chaque pays pourrait être compensé par une UE plus forte. Dans le cas de la Roumanie, la volonté de sauvegarder la production dans des domaines stratégiques comme l'agroalimentaire et la santé comporte une notion de continuum « souveraineté nationale et européenne » via une voie de développement.

Pour les Roumains, après des siècles de quête d'indépendance, la souveraineté nationale est une valeur en soi. Ce n'est toutefois pas le cas de la souveraineté européenne qui, pour l'heure, est considérée comme une nécessité. Pour un pays périphérique et, selon les normes européennes, encore sous-développé, la souveraineté européenne serait plus attractive si elle était synonyme de davantage de prospérité, de sécurité, d'égalité et de capacité publique à agir pour l'intérêt commun.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Claudiu Crăciun, École nationale d'études politiques et administratives, Bucarest

IMPRESSION

© Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021
Département pour la politique mondiale et européenne
Hiroshimastraße 28, 10785 Berlin, Allemagne

Responsable de cette publication dans la FES :
Dr. Ralf Hexel | Intégration européenne / Europe souveraine

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung ou des institutions auxquelles ils sont affiliés. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Cette publication est imprimée sur du papier issu de l'exploitation forestière durable.